

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 28 juin 2022

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°92-2022 CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CHARENTE- MARITIME

Le 28 juin 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dans la salle Sébastien Couturier, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 25 mai 2022

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARUSSEAU, BESSON, BLANC, CABRI, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, LIGONNIERE, PONS, SOULISSE.

| | | |
|--------------------------|------------|----|
| Nombre de conseillers en | exercice : | 22 |
| | quorum : | 12 |
| | présents : | 13 |

Membres de droit :

Madame : le Payeur départemental.

Membres ayant voix consultative :

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le capitaine DUMILLARD, le capitaine FAIVRE, PINAUD, la sergente-chef PRIOUR, l'adjudant-chef RUCHAUD.

Assistaient également :

Mesdames et Messieurs : les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement, VIC.

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs : le Préfet, la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, BARRAUD, BAUDON, BOTTON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GRAU, le Sénateur LAURENT, LIBELLI, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PAPINEAU, PROTEAU, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le lieutenant LARGE.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CHARENTE-MARITIME

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'objectifs et de moyens avec le Conseil départemental de la Charente-Maritime,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

L'article L 1424-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CDCT) précise que « *les relations entre le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours et, notamment la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle* ».

Dans ces conditions, le Département et le SDIS se sont engagés dans une démarche conventionnelle permettant de définir le cadre du partenariat entre les deux entités, dans l'objectif d'efficacité du service public, d'optimisation et de rationalisation des moyens, de partage d'informations et de dialogue de gestion, dans le respect du savoir-faire et des compétences de chacun selon trois grands axes :

- Donner au Département une visibilité sur l'évolution de sa participation financière de 2023 à 2025 ;
- Donner au SDIS les moyens de répondre aux objectifs opérationnels, notamment définis dans le cadre du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) et de préserver son autonomie dans la conduite de ses politiques propres ;
- Engager résolument une action qui permette, à la fois de garantir une équité et une efficacité de traitement au regard de la sécurité civile à tous les habitants du département de la Charente-Maritime et aux collectivités de mutualiser des actions et des moyens quand l'opportunité se présentera.

La convention d'objectifs et de moyens entre le service départemental d'incendie et de secours et le Conseil départemental de la Charente-Maritime vise à :

1. Formaliser les actions du SDIS pour une gestion financière maîtrisée grâce à la transparence et à la maîtrise de sa gestion.

Pour rappel, le SDIS 17 a réalisé, fin 2021-début 2022, un audit financier de rétrospective et de prospective, en vue de favoriser la lisibilité de ses projets, tant en fonctionnement qu'en investissement, audit dont le suivi est désormais assuré en interne grâce aux outils de prospective financière dont s'est doté l'établissement public.

Par la présente convention, le SDIS s'engage à poursuivre la fourniture de ces éléments de prospective financière au Département dans une optique de maîtrise de l'évolution des dépenses et de respect des principes de rigueur budgétaire.

Par ailleurs, pour un dialogue de gestion renforcé, les services des deux partenaires publics se rapprocheront régulièrement pour échanger dans le cadre du cycle budgétaire.

2. Formaliser les actions du SDIS en matière de maîtrise de la masse salariale et des charges de fonctionnement

La masse salariale représente le principal poste de dépenses du SDIS (environ 80% des dépenses réelles de la section de fonctionnement). Son évolution maîtrisée (hors charges exceptionnelles) est une nécessité pour garantir un niveau d'évolution des dépenses de fonctionnement maîtrisé.

Le SDIS s'engage à informer régulièrement le Département des évolutions de nature à impacter la masse salariale et de ses réflexions stratégiques sur le sujet. Il fournira au Département les indicateurs d'évolution des effectifs ainsi que le tableau des effectifs par catégorie et filière à chaque semestre.

3. Fixer le montant et les modalités de versement de la contribution du Département, en fonctionnement et en investissement

Contribution en fonctionnement

Le Département s'engage à verser au SDIS une contribution annuelle établie sur les bases et selon les modalités définies ci-après. Le SDIS s'inscrira dans le calendrier budgétaire du Département en mettant à sa disposition l'ensemble des éléments d'information nécessaires à la bonne compréhension de son cadre financier, à la définition des enjeux et au choix des élus du Département.

Les éléments de cadrage budgétaire motivés, la prospective actualisée de l'établissement au travers du rapport sur les ressources et les charges sont transmis par le SDIS au Département au dernier trimestre de chaque année.

Pour mémoire, le montant de la contribution du Département a été arrêté à 36 292 000 € pour l'année 2022.

Pour la durée de la convention, le SDIS et le Département arrêteront le montant de la contribution départementale dans le cadre du dialogue de gestion instauré et des éléments financiers fournis par le SDIS.

Modalités de versement de la contribution au SDIS.

Le Département et le SDIS conviennent que le versement de la contribution départementale en fonctionnement s'effectuera selon le cadencement suivant :

- 40% de la contribution de l'année considérée en janvier ;
- 30% en mai ;
- 30% (solde) en septembre.

Contribution en investissement aux plans pluriannuels du SDIS

Plans pluriannuels d'équipements

Pour accomplir efficacement ses missions, le SDIS doit pouvoir disposer en permanence de matériels et d'équipements fiables et performants. Outre les évolutions d'équipements qui peuvent être rendues nécessaires au travers du SDACR, par le développement de normes nouvelles (habillement) ou des innovations technologiques, le SDIS doit faire face au remplacement récurrent des équipements dont il dispose déjà et/ou procéder à l'acquisition de nouveaux matériels, logiciels,...

Un plan pluriannuel d'équipement a été élaboré et est tenu à jour, dans les domaines du parc roulant et non roulant, du mobilier, et désormais de l'informatique et du numérique opérationnel.

Modalités de financement du plan pluriannuel d'équipements (matériel roulant)

La participation financière du Département en matière d'équipement sera déterminée dans le cadre du dialogue de gestion mis en place avec le SDIS.

4. Formaliser le suivi de la convention pluriannuelle

Instauration d'un Comité des financeurs

Ce comité des financeurs est constitué du représentant de l'Etat dans le département, du directeur de cabinet de la préfecture, de la Présidente du département de la Charente-Maritime, du directeur général des services et du secrétaire général du Département, du Président du Conseil d'administration du SDIS, du directeur départemental et du directeur départemental adjoint du SDIS de la Charente-Maritime. Il se réunit au minimum une fois par semestre.

Il est chargé d'évaluer la mise en œuvre des engagements et objectifs fixés par la présente convention, en termes de suivi financier, immobilier et de partenariat pour l'année N-1.

Il examine les perspectives financières et budgétaires de l'année N+1.

5. Prévoir des clauses de sauvegarde en cas d'évènements exceptionnels

En sa qualité d'établissement public, le SDIS conduit librement sa politique, réalise ses propres arbitrages et, dans le cadre de ses recettes, assume les conséquences financières de ses décisions.

Toutefois, le Département et le SDIS conviennent de se rencontrer, au besoin en dehors des instances prévues ci-dessus, pour examiner les modalités de prise en compte par le Département de l'incidence financière d'éventuelles évolutions législatives ou réglementaires inconnues au jour de signature de la convention, ou de situations opérationnelles particulières et/ou soudaines (plan ORSEC, épizootie, pandémie...) qui auraient pour effet de bouleverser l'équilibre budgétaire du SDIS.

Cette clause de sauvegarde sera activée sur demande expresse du SDIS au Département.

6. Durée et modalités de révision

La convention couvre la période 2023-2025.

Elle pourra faire l'objet d'avenants qui en réactualiseront le contenu, notamment en raison des incertitudes liées, d'une part, aux mesures qui pourraient être prises à l'échelon national et international, et d'autre part à des événements imprévus et d'ordre exceptionnel. Elle sera alors révisée avec l'accord des deux parties, l'avenant devant être ratifié par le Conseil d'administration du SDIS et le Conseil départemental.

Elle pourra être prorogée pour une durée de trois ans jusqu'au terme de la mandature.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- D'approuver la convention d'objectifs et de moyens entre le service départemental d'incendie et de secours et le Conseil départemental de la Charente-Maritime et d'autoriser le Président à la signer.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Certifié, publié et exécutoire

le 07/07/2022

CE8062022 DEL 92

Par le Président du Conseil d'administration
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint

Colonel Eric JOUANNE

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN